

Aujourd'hui en Corse et à travers tout le pays, des centaines de milliers de personnes se mobilisent pour maintenir et améliorer les Garanties Collectives que le gouvernement Macron et le MEDEF veulent détruire. En effet les ordonnances qu'ils entendent transformer en Loi reviennent sur un siècle de mesures sociales arrachées de haute lutte. En effet le code du travail a été constitué depuis 1906 pour garantir le respect de la dignité des femmes et des hommes au travail, et empêcher l'employeur de faire ce qu'il veut. Il a été imaginé pour que les entreprises soient subordonnées aux humains et non l'inverse. Le Code du Travail est donc un droit humain qui s'apparente à la déclaration universelle des droits de l'homme de 1789. Or depuis la loi El Khomry c'est tout ce socle de garanties universelles qui vole en éclat avec une subordination totale des salariés, sans contrepartie ni possibilité de faire valoir leurs droits. Ainsi le licenciement instantané, sans motif ni procédure et à moindre coût serait désormais possible et encouragé. Les représentants du personnels seraient moins nombreux et avec moins de Droits pour défendre les salariés. L'accès collectif à un avocat ou à un expert sera plus difficile et coûteux. Le maintien des salariés dans les contrats précaires serait facilité. CDI multipliés jusqu'à 5 ans, CDI de projet qui se résume à un sous CDI. Les primes conventionnelles comme le 13ème mois, les congés familiaux ou l'ancienneté seraient négociés entreprise par entreprise accentuant le dumping social et la baisse des salaires.

Les patrons prétendent que pouvoir licencier facilement leur permettrait d'embaucher davantage. Déjà le père du patron du MEDEF actuel Yvon GATTAZ prétendait la même chose il y a plus de 20 ans. Son fils Pierre affirmait l'année dernière pouvoir créer un million d'emplois avec le CICE . Les entreprises ont bien bénéficié de plusieurs dizaines de milliards d'euros d'aides publiques mais on attend toujours les emplois promis. Ce n'est pas en réduisant les droits sociaux que le chômage et la précarité baisseront au contraire. Dans tous les pays Européens ou de telles mesures sont imposées la pauvreté explose. Même en Allemagne, 1ère puissance économique Européenne ou les Droits collectifs ont été rognés il y a aujourd'hui 12 millions de travailleurs pauvres et des millions de retraités dans la misère. Macron voulait simplifier le code du travail; la CGT aussi mais en y renforçant les droits des salariés. Or la Loi travail va rajouter des centaines de pages supplémentaires et le rendre encore plus complexe et moins protecteur.

Les causes du chômage on les connaît. Des salaires trop faibles et donc des carnets de commande des entreprises qui se vident. Des revenus financiers et des dividendes qui battent des records plaçant la France 1ère en Europe. Augmentation des bénéfices de 22% en 2017 pour les grandes entreprises.

Pour Macron les responsables du chômage ce n'est pas la dérive financière de l'économie, mais les chômeurs qu'il traite de fainéants, les fonctionnaires trop payés ou les retraités «aîsés». Car pour lui un retraité qui perçoit une pension supérieure à 1200 euros par mois est un riche et qu'il peut le ponctionner encore avec l'augmentation de la CSG. Par contre